



Nouveau Front populaire: halte aux mensonges politiques et médiatiques

Robert Ménard, maire de Béziers proche du Rassemblement national, l'eurodéputé RN Mathieu Vallet, le président de Reconquête Eric Zemmour et Manuel Valls, ancien Premier ministre de François Hollande, qui a dit sa colère de voir ce dernier se présenter aux législatives sous la bannière Nouveau Front populaire. Le plateau de la première édition de On marche sur la tête, le 17 juin, ne laisse aucun doute sur les visées de la nouvelle émission quotidienne d'Europe 1 confiée à Cyril Hanouna : faire la promotion d'une alliance entre la droite et l'extrême droite, appelée de ses vœux par son patron Vincent Bolloré. Sur un total de dix invités politiques les trois premiers jours, trois appartiennent au RN, trois aux Républicains, un à Reconquête et un à Debout la France.

Ce 19 juin, l'Arcom s'est déjà fendue d'une lettre à Europe 1, révélée par *Le Monde*, pour rappeler la radio à ses obligations de « pluralisme » et de traitement « avec mesure et honnêteté [de] l'actualité électorale ».

Pour sa dernière édition de la saison de Touche pas à mon poste (C8), Cyril Hanouna avait par ailleurs appelé en direct le président du RN Jordan Bardella pour que l'eurodéputée Reconquête Sarah Knafo lui propose une alliance.

Le SNJ-CGT dénonce cette « extrême-droitisation », qui dépasse la sphère Bolloré (C8, CNews, Europe 1, JDD...). Mediapart a ainsi révélé l'envoi par une rédactrice en chef de BFMTV à ses programmeurs d'une liste « d'éditos [éditorialistes] droite et droite + », à inviter sur les plateaux de la chaîne, dont un certain nombre de journalistes *Valeurs actuelles*. Par ailleurs, certains, jusque dans la rédaction de Radio France, se demandent si il faut continuer de qualifier le RN d'extrême droite, alors que le Conseil d'Etat a tranché dans ce sens ([lire le communiqué du SNJ-CGT de Radio France](#)).

Au-delà, une insupportable petite musique essaime dans les discours politiques et médiatiques, selon laquelle Nouveau Front populaire et RN seraient « deux extrêmes », coupables de la même « folie économique et financière » (Bruno Lemaire) et porteurs du même « désordre » (Emmanuel Macron). Jusqu'à accuser le Nouveau Front populaire de s'allier à une « extrême gauche antisémite ».

L'éditorialiste de *La Voix du Nord*, Jean-Michel Bretonnier, qualifie ainsi, à égalité, le RN et La

France insoumise de « partis populistes, aux programmes démagogiques et radicaux, économiquement et politiquement nocifs ». Ruth Elkrief, en plein direct sur LCI, accuse - faussement et sans vérification - une candidate LFI d'avoir tenu des propos homophobes. Alexis Brezet, directeur des rédactions du *Figaro*, dénonce au micro d'Europe 1, parmi les causes du viol d'une adolescente de 12 ans, « cette horreur antisémite qui trouve, il faut le dire, un terreau favorable à son développement dans le jeu trouble et la propagande honteuse de LFI ».

Ce ne sont là que quelques exemples de la banalisation de l'extrême droite et d'une stigmatisation effrénée des partis de gauche, au prix de graves entorses aux principes professionnels journalistiques.

Le SNJ-CGT n'oubliera jamais que la haine, le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie, si elles ne sont pas l'exclusivité de l'extrême droite, sont en revanche intrinsèquement liés à son histoire et à sa construction politique.

Le SNJ-CGT se félicite que la CGT appelle à voter « les 30 juin et 7 juillet pour le programme du Nouveau Front populaire », qui « répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes » ([lire le communiqué de la CGT](#)).

Ce programme reprend un certain nombre de revendications du SNJ-CGT, dont la limitation stricte de la concentration des médias, la défense de l'indépendance des rédactions face aux actionnaires, l'exclusion des aides à la presse des médias condamnés pour incitation à la haine ou atteinte à la dignité des personnes ou encore « la pérennité d'un service public de l'audiovisuel ».

Le SNJ-CGT appelle également les journalistes à faire leur travail d'enquête et de mise en perspective avec la plus grande rigueur. Ce qui ne pourra que révéler le vrai visage de l'extrême droite et les graves dangers qu'elle fait courir à la démocratie.

Montreuil, le 21 juin 2024.